

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVVA - Site Dreyfus

182 route de la Forêt
26000 Valence

Références : 20251219-RAP-DAEN01368
Code AIOT : 0006102785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement EVVA - Site Dreyfus implanté Rue du Capitaine Dreyfus 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW (dites MCP).

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection a permis de faire le point sur le suivi des équipements électriques et la sécurité d'installations de grandes hauteurs à l'arrêt (cheminée et filtre à charbon).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVVA - Site Dreyfus
- Rue du Capitaine Dreyfus 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102785
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La chaufferie urbaine de Valence est autorisée à exploiter une turbine à gaz ainsi qu'une chaudière récente dans le bâtiment dit de cogénération (le bâtiment historique est à l'arrêt). Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement du réseau au sud : l'hôpital de Valence et le lycée Briffaut.

Les installations sont alimentées par trois antennes qui représentent un réseau de type fermé total de 13,5 kilomètres (27 allers - retours) soit 57 sous-stations.

Depuis le 1er janvier 2017 le réseau de chaleur de Valence est exploité par la société Énergie Verte de Valence (EVVA) - groupe CORIANCE depuis la fin de délégation de la société OMNITHERM (exploitation DALKIA).

L'exploitant a passé en basse pression l'intégralité du réseau de chaleur de Valence durant l'été 2017.

La nouvelle chaufferie principale est construite 182 route de la Forêt à Valence.

Le site de Dreyfus a vu son activité réduire (turbine une partie de l'année - en pause d'ailleurs en 2025, chaudière appelée dans de rares cas en secours).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76 à 77	Demande d'action corrective	2 mois
5	Contrôle Q18	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	Demande d'action corrective	2 mois
6	Sécurisation de structure de grande hauteur	Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion	Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 6	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait sa déclaration MCP et doit la modifier potentiellement sur la durée de fonctionnement.

Concernant les rejets atmosphériques :

- La mesure périodique annuelle par un organisme agréé a été réalisée (fournir les relevés trimestriels réalisés par l'exploitant) ;
- les valeurs limites sont respectées.

Contrôles électriques :

Q18 : l'exploitant fournira le rapport de réalisation d'intervention à l'inspection.

Q19 : il convient de rendre accessible les éléments à contrôler pour le prochain contrôle.

Sécurisation de structure de grande hauteur : un plan d'action est à fournir pour les 5 actions « moyen terme » et celle « court terme ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2910 combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2022, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, conformité à l'AP et aux AMPG 2910
Prescription contrôlée : Cf. nomenclature ICPE et arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : L'exploitant déclare que les installations de combustion n'ont pas évolué depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2022 (1 turbine au gaz naturel et 1 chaudière au Gaz). Le site est soumis à enregistrement pour la rubrique 2910 A1. Une description des installations est donnée à la fin du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats :

<p>L'exploitant a procédé à l'enregistrement des ses installations sur le registre MCP.</p> <p>1- On constate que la puissance totale déclarée est de 29,59 MW contre 30,5 autorisés.</p> <p>Turbine : 17,39 MW contre 17,5 autorisés. Chaudière : 12,2 MW contre 13 autorisés.</p> <p>2- Concernant la durée de fonctionnement annuelle l'exploitant a renseigné un intervalle : 4300-8600 heures.</p> <p>Pour rappel*, la durée de fonctionnement annuelle d'une installation de combustion moyenne mentionnée à l'article R. 515-114 du code de l'environnement est définie par la moyenne glissante des heures d'exploitation calculée sur une période de cinq ans pour les installations existantes et sur une période de trois ans pour les installations nouvelles.</p> <p>Il convient de refaire le calcul de moyenne glissante sur 5 ans et de vérifier si l'intervalle d'heures d'exploitation est toujours le même ou s'il convient de le modifier.</p> <p>Par ailleurs il faut compter toutes les heures durant lesquelles au moins un appareil fonctionne dans l'installation.</p> <p>* Article 2 de l'arrêté du 2 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder sous 2 mois à la rectification éventuelle de sa déclaration en tenant compte des remarques de l'inspection ci-dessus (moyenne glissante sur 5 ans).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76 à 77</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 76 de l'arrêté du 3 août 2018 Mesures périodiques.</p> <p>Article 77 de l'arrêté du 3 août 2018 Non applicable (pas 2910B)</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le dernier contrôle date de juin 2025 (réalisé par un organisme agréé).</p> <p>L'exploitant enverra ses relevés trimestriels.</p> <p>La turbine à gaz n'est plus utilisée sur site pour le moment (décision à venir). En cas de redémarrage, un contrôle des rejets atmosphériques devra être réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant enverra ses relevés trimestriels sous 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Valeurs limites d'émission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des VLE applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>cf. AP + AMPG</p>
<p>Constats :</p> <p>Les paramètres qui ont été mesurés sont conformes à l'arrêté préfectoral du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle Q18

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle Q18</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Contrôle Q18 :</p> <p>Il convient donner les documents à l'organisme marqués comme non donnés lors du prochain contrôle (risque incendie, drpce).</p> <p>Il faut traiter l'anomalie relevée par l'organisme :</p> <p>1 Anomalie : un disjoncteur différentiel est HS et sera remplacé avant la fin de l'année</p>

L'exploitant fournira le rapport de réalisation d'intervention à l'inspection sous 2 mois.
Q19 : il convient de rendre accessible les éléments à contrôler pour le prochain contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Q18 : l'exploitant fournira le rapport de réalisation d'intervention à l'inspection sous 2 mois.
Q19 : il convient de rendre accessible les éléments à contrôler pour le prochain contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Sécurisation de structure de grande hauteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation de structure de grande hauteur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle technique de solidité de la cheminée et du filtre à charbon reliés au bâtiment historique de la chaufferie Dreyfus est réalisé annuellement à compter de la notification du présent arrêté par un organisme spécialisé.</p> <p>L'organisme spécialisé fournira ses préconisations en termes d'entretien et de surveillance sur le long terme par l'exploitant.</p> <p>Les rapports de contrôle annuels, incluant les préconisations d'entretien et de surveillance, et les suites données à ces préconisations, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Sauf justifications dûment argumentées, les préconisations sont mises en œuvre dans des délais compatibles avec ceux exposés dans les rapports de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Extraits des conclusions du dernier rapport de contrôle (juillet 2025) :</p> <p>Une campagne de relevé de désordre a été effectuée pour 2 ouvrages définis au préalable (cheminée et filtre à charbon).</p> <p>Au regard de ces données et des investigations menées, les observations locales relevées ne remettent pas en cause la stabilité des structures.</p> <p>Les investigations sur site ont permis de constater les désordres (fissures, corrosions) qui sont principalement liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Un défaut des revêtements ; •Des infiltrations ; •Au vieillissement naturel de l'ouvrage. <p>Des signes de corrosion ont été constatés sur certains éléments ; des investigations ciblées sont à prévoir pour déterminer l'ampleur et le type de dégradation en cours.</p>

Des actions à réaliser et des préconisations générales de reprises ont été définies dans le rapport. Elles seront à réaliser par une entreprise spécialisée.
Un contrôle visuel annuel de l'état des installations et un entretien régulier sont recommandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un plan d'action est à fournir sous 2 mois pour les 5 actions « moyen terme » et celle « court terme ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

DESCRIPTION DE L'INSTALLATION DE COMBUSTION

Nom de l'appareil	N° de conduit	Type appareil	Puissance de l'appareil (MW)	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel
Turbine à gaz (bâtiment cogénération)	1	Turbine	17,5	2000	Gaz naturel	Sans Objet	Moyenne avant la mise en pause de 2025 : autour de 2100 heures (3 mois en 2024)
Chaudière 4 (bâtiment cogénération)	2	Chaudière	13	2018	Gaz naturel	Sans Objet	Environ 10 jours en 2024 : 250 heures